

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/11/Rev.1

11 juillet 1995

(95-1914)

CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES
3 juillet 1995

SRI LANKA - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE VI

Projet de décision portant prorogation de délai

Révision

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 8 novembre 1988¹ et Décisions successives, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement sri-lankais de mettre en oeuvre le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé) le 1er janvier 1989 et de procéder ultérieurement à des négociations;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995², le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée à Sri Lanka pour l'établissement d'une nouvelle Liste VI;

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

Tenant compte du fait que la documentation concernant le Système harmonisé requise pour les renégociations au titre de l'article XXVIII a été distribuée aux parties contractantes sous couvert du document SECRET/HS/26 du 12 janvier 1990;

Considérant que le gouvernement sri-lankais a engagé des négociations au titre de l'article XXVIII avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis et l'Union européenne, et qu'il a donné l'assurance qu'il ferait de son mieux pour achever ces négociations dans les deux mois;

¹IBDD, S35/23.

²WT/L/3 + Corr.1.

Considérant que le gouvernement sri-lankais, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé que l'exemption des obligations qui lui incombent au titre de l'article II du GATT de 1994 soit de nouveau reconduite, jusqu'au 31 décembre 1995³;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 31 décembre 1995 la dérogation accordée à Sri Lanka par Décision du 8 novembre 1988.

³G/L/10.